

municipalité & famille

volume numéro
5.2

avril 2008

LE «PENSER ET AGIR FAMILLE» DU CARREFOUR ACTION MUNICIPALE ET FAMILLE

sommaire

2 ÉDITORIAL

- Plus de 700 municipalités rurales n'ont pas encore de PFM!
- Courrier des lecteurs

3 POINT DE VUE ÉDITORIAL

- Changement à la direction générale du Carrefour
- En bref
- Bienvenue aux nouveaux membres

4 BILLET DES FORMATEURS

- Hier, aujourd'hui et demain

5 POLITIQUE FAMILIALE MUNICIPALE

- Lancements de politique familiale... et ça continue!
- Deux mesures qui rejoignent les familles avec de jeunes enfants
- Consultation en ligne à Carignan

6 VINGT ANS DÉJÀ!

- 1988-2008: il était une fois un Carrefour

8 DOSSIER MUNICIPALITÉ

- Des offres de services adaptées aux besoins des municipalités et des MRC
- La Fête des voisins, une activité de rassemblement pour la communauté

9 DOSSIER FAMILLE

- Les saines habitudes de vie, le coup d'envoi

10 ÉTUDES ET RECHERCHE

- Le croisement de politiques contributives au développement social

11 À VOIR ET À LIRE

12 RENDEZ-VOUS ANNUEL

- Rimouski, 20^e Colloque du CAMF
- Semaine québécoise de la famille
- Calendrier



1988 - 2008

20 ans

Le Carrefour action municipale et famille plus que jamais partenaire du monde municipal

PLUS DE 700 MUNICIPALITÉS RURALES N'ONT PAS ENCORE DE PFM!

par **Jacques Lizée**, directeur général, CAMF

Pprès de 80 % des familles québécoises sont rejointes par les politiques familiales municipales (PFM). Quelle belle réussite. C'est sûrement

une des rares politiques municipales à atteindre autant de population. Cependant, et c'est le cependant qui importe, le Carrefour considère qu'il ne peut s'asseoir sur ses lauriers alors que le 20 % des familles à rejoindre vivent pour la plupart dans des milieux où l'absence de services de proximité, le vieillissement de la population, le sous-développement économique, l'absence de transport public et la dévitalisation sont parmi les phénomènes les plus courants.

N'ayons pas peur des mots, ces familles vivent dans des milieux ruraux où il est urgent d'injecter des ressources de toutes sortes. La politique de la ruralité est une réponse de taille à ce besoin. Bravo! Cette politique, fort appréciée, doit s'incarner dans des projets. En matière familiale, il y a la possibilité de créer des laboratoires ruraux «famille». C'est un pas dans la bonne direction. De plus, la réalisation d'une PFM est en soi un pôle de ralliement important

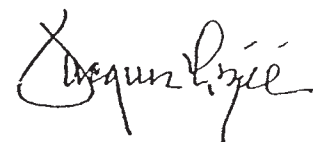
pour un projet sur la ruralité. C'est une initiative de concertation et, surtout, un projet où les générations sont appelées à mettre la main à la pâte. C'est motivant pour une communauté de retenir la qualité de vie pour ses familles et c'est très rassembleur.

Vivre dans un environnement épanouissant au quotidien, est-ce un droit pour toutes les familles, quels que soient leur situation familiale et leur milieu de vie? La réponse est oui. C'est d'autant plus vrai en ce qui concerne une majorité de familles des milieux ruraux alors que les principes d'équité et de justice distributive s'appliquent davantage dans ces communautés où l'égalité des chances est loin d'être garantie.

En 2008, le Carrefour célèbre le 20^e anniversaire de son existence et, surtout, du début des PFM au Québec. Cette expertise développée au cours de deux décennies lui apprend que les milieux qui se sont dotés d'une telle politique peuvent citer des solutions apportées aux besoins de leurs familles et, qui plus est, des initiatives de concertation et de partenariat avec leur communauté. Une PFM est également

utile dans la promotion de projets au niveau de la MRC. De plus, lorsque cette dernière promeut la PFM au niveau régional, l'échange entre toutes les municipalités génère plus de solidarité. On observe également que la PFM est un incitatif pour solliciter des familles et des entreprises à venir s'installer dans leur milieu. Enfin, elle contribue à accentuer le sentiment d'appartenance.

Bref, la PFM peut et doit se réaliser dans les milieux ruraux. Le programme de soutien du ministère de la Famille et des Aînés en cette matière devra, dans sa nouvelle version attendue pour 2008, être plus substantiel afin d'assurer une plus grande participation alors que les réalités actuelles des familles sont en mouvance. Pensons, entre autres, à la conciliation famille/travail/étude, la contribution au développement durable (en particulier au développement social), l'immigration et les saines habitudes de vie chez les jeunes. Il y a plus de 700 municipalités qui n'ont toujours pas de PFM. Elles y ont droit, nous nous devons de les accompagner.



COURRIER DES LECTEURS

Bonjour. Je suis RQF depuis mon élection à l'automne 2005 et je me suis fait un devoir de participer aux colloques annuels du Carrefour.

Cette année, je ne pourrai y participer, ayant des obligations municipales et sociales. À ma grande déception, vous avez changé les dates du colloque. Je ne sais pas s'il est habituel que les dates soient changées, car les deux colloques auxquels j'ai assisté se déroulaient lors de la dernière fin de semaine de mai (2006 et 2007).

J'anticipais beaucoup cette 20^e édition et je crois qu'il serait important que le Carrefour arrête des dates annuelles (à quelques jours près) afin que les gens qui souhaitent participer au colloque puissent d'une année à l'autre réserver cette fin de semaine. Il est trop tard pour modifier mes engagements et je n'ai d'autre choix que de renoncer au colloque pour cette année.

Je tenais à vous faire part de ma déception, mais aussi de ma surprise, car je croyais vraiment que je pouvais me fier que le colloque serait toujours aux mêmes dates et, à

ce jour, ma dernière fin de semaine de mai était réservée pour cet événement.

J'espère que le Carrefour prendra mon commentaire en considération, quitte à faire un sondage auprès des membres pour trouver une date fixe à l'avenir.

Sonia Gosselin, conseillère municipale, Ville de Plessisville.

Votre message nous tient à cœur! Merci d'avoir pris le temps de nous partager votre opinion. C'est inhabituel de changer les dates des colloques. Cette année, nous avons dû le faire pour une raison majeure: le Congrès de la Fédération canadienne des municipalités aura lieu vers la fin mai à Québec dans le cadre du 40^e et nous aurions perdu beaucoup de participants compte tenu qu'il est très rare que cette Fédération vienne au Québec pour tenir ses assises. Notre poids est relatif dans le calendrier des activités municipales.

BRAVO POUR LA PAROLE AUX ENFANTS!

Dans le dernier numéro du Bulletin, j'ai particulièrement apprécié la place qu'on a faite à la parole donnée aux enfants. C'est essentiel dans notre société si nous voulons intéresser nos jeunes à se préparer à exercer un rôle citoyen. Chez nous, à Sainte-Anne-de-Sorel, avec mon conseil, je me fais un devoir de prendre le temps de les écouter. C'est surprenant d'entendre leurs propos sur l'avenir, sur la famille et, bien sûr, sur l'environnement. On a beaucoup à apprendre d'eux.

J'apprends que dans le présent Bulletin, il sera question de *Ville amie des enfants*, initiative promue par l'Unicef. Notre collègue au CA du Carrefour, Suzanne Roy, mairesse de Sainte-Julie, de retour d'un voyage en France, nous a informés de cette belle initiative et le conseil a considéré que la réalisation des PFM était une belle opportunité pour en faire la promotion.

Réjane T. Salvail, présidente du CAMF

Maire de Sainte-Anne-de-Sorel

Représentante de la FQM au Carrefour

● Faites-nous connaître votre opinion, vos belles réalisations, vos événements ou votre coup de cœur! Il nous fera plaisir de les partager avec nos lecteurs et lectrices.

Date de tombée des textes du prochain numéro: 19 mai 2008.

Éditeur:

Carrefour action municipale et famille
5525, avenue Auteuil, bureau 103
Brossard (Québec) J4Z 1M3

Téléphone: (450) 466-9777

Télécopie: (450) 466-6838

Courriel: info@carrefourmunicipal.qc.ca

Internet: www.carrefourmunicipal.qc.ca

Coordination de la rédaction: Jacques Lizée

Coordination de la production: Manon Bolduc et Isabelle Lizée

Collaborateurs: M. Yves Cyr, formateur au Carrefour; FÉE; M^{me} Johane Fontaine-Deshaies, conseillère municipale de Longueuil; M^{me} Lucie Fréchette, directrice de l'ARUC; M. Pierre Gingras, député de Blainville; M^{me} Marie-Josée Monfette, coordonnatrice, Ville de Victoriaville; M^{me} Lise Prévost, formatrice au Carrefour; SQF, M^{me} Réjane T. Salvail, présidente du conseil d'administration du CAMF.

Correction: Colette Bédard et Manon Bolduc

Conception graphique et impression:
Fusion Communications & Design

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
2^e trimestre 2008 ISSN 1708-9824



M. Marc-André Plante et M. Jacques Lizée

CHANGEMENT À LA DIRECTION GÉNÉRALE DU CARREFOUR

par **Réjane T. Salvail**, présidente du conseil d'administration, CAMF

M. Jacques Lizée a annoncé au conseil d'administration du Carrefour sa décision de quitter la direction générale de l'organisme dès septembre prochain. Après cette date, il occupera, à temps partiel, le poste de directeur de la recherche et de la formation. Rappelons que Jacques a été l'instigateur du Carrefour à la fin des années quatre-vingt. Depuis ce temps, il fut le promoteur des politiques familiales municipales

tant auprès du gouvernement du Québec que dans le milieu municipal.

Suite à cette décision, le conseil a procédé à l'embauche d'un nouveau directeur général en la personne de M. Marc-André Plante, l'actuel adjoint à la direction générale. Il entrera en fonction également en septembre. Au Carrefour depuis 2004, Marc-André a cumulé des fonctions de représentation, de gestion, d'animation et de formation en

lien avec le développement des politiques familiales municipales. Enfin, depuis deux ans, il a coordonné le comité du programme du colloque annuel du Carrefour et assuré la finalisation du contenu du programme.

Le CA se joint à moi pour leur souhaiter beaucoup de succès dans leurs nouvelles fonctions au sein du Carrefour. ●

EN BREF

■ LE CENTRE 1, 2, 3 GO! ET LA MAISON DE LA FAMILLE DE BROSSARD AU CA DU CARREFOUR

Suite à un appel de candidatures auprès des vingt membres représentant les organismes et les réseaux, deux organisations ont répondu à l'appel. Il s'agit de la **Maison de la famille de Brossard** qui sera représentée par M. Pascal Forget, membre de la Maison, et du **Centre 1, 2, 3 Go!**, représenté par M. Mario Régis, le directeur général.

Au cours des derniers mois, un collège électoral fut créé au sein du Carrefour. Cette procédure permet aux membres représentant les organismes et les réseaux d'élire entre eux les représentants de leur choix.

À leur réunion du 26 janvier 2008, les membres du conseil d'administration du Carrefour étaient informés du résultat de l'appel de candidatures. Les deux nouveaux membres ont déjà pris part à une première rencontre le 15 mars dernier.

Bienvenue à ces deux représentants qui proviennent de secteurs d'activités fort pertinents relativement à l'action municipale et les familles.

■ NOMINATION DE M. MARC-ANDRÉ PLANTE AU CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

M. Marc-André Plante actuellement adjoint à la direction générale a été nommé membre du Conseil de la famille et de l'enfance du Québec, pour un mandat de trois ans, à l'occasion d'un conseil des ministres du 5 mars dernier. Cette nomination est une reconnaissance de son implication dans le développement des politiques familiales municipale au Québec. Le Carrefour action municipale et famille est heureux qu'un membre de son équipe de la permanence siège au sein de cette instance gouvernementale.

Le Conseil est un organisme gouvernemental dont le mandat est de conseiller le gouvernement du Québec en matière de famille et de l'enfance. Ses avis et ses rapports

sont teintés des réalités familiales observées lors de consultations publiques et alimentés par des recherches issues de divers milieux et institutions concernés par les questions d'intérêt familial.

Il se compose de quinze (15) membres, nommés par le gouvernement, provenant de divers milieux, qui contribuent à l'étude et à la solution de toute question relative à la famille et à l'enfance.

■ PIERRE LAMBERT

Il y a quelques mois déjà, notre collègue Pierre a dû interrompre ses activités de formateur au Carrefour pour des raisons de santé. Nous espérons de tout cœur qu'à l'automne 2008, notre ami pourra reprendre les activités d'accompagnement/démarrage. Et, qui plus est, qu'à nouveau nous bénéficierons de la pensée et des belles réflexions du plus sage et philosophe de l'équipe des formateurs. À la prochaine, mon cher Pierre. ●

COÛT DE LA COTISATION

Tarifcation en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008

MRC, municipalité ou arrondissement (selon la taille de population)

Ces montants incluent les taxes

1 à 4 999 habitants	=	68,29 \$
5000 à 9999 habitants	=	136,30 \$
10 000 à 19 999 habitants	=	204,30 \$
20 000 à 49 999 habitants	=	272,59 \$
50 000 à 99 999 habitants	=	545,19 \$
100 000 à 199 999 habitants	=	954,08 \$
200 000 à 299 999 habitants	=	1362,97 \$
300 000 à 399 999 habitants	=	2725,93 \$
400 000 à 599 999 habitants	=	4088,33 \$
600 000 habitants et plus	=	6814,83 \$
Organisme national	=	170,44 \$
Organisme régional et local	=	68,29 \$
Individu	=	68,29 \$

BON D'ADHÉSION

Lorsque vous devenez membre du Carrefour action municipale et famille, vous joignez les rangs d'une équipe ayant le souci de bien vous représenter, de vous appuyer et de promouvoir les questions famille et municipalité auprès des principaux acteurs du Québec. Le Carrefour est l'organisme reconnu par le gouvernement du Québec en matière de politique familiale municipale (PFM) et sa présence dans la communauté a pour objectif de vous soutenir et d'accompagner le monde municipal sur le milieu de vie des familles.

Complétez un bon d'adhésion sur le site Internet du CAMF au www.carrefourmunicipal.qc.ca

Bienvenue aux NOUVEAUX MEMBRES

01 **BAS-SAINT-LAURENT**
La Rédemption

12 **CHAUDIÈRE-APPALACHES**
Saint-Damien-de-Buckland

15 **LAURENTIDES**
Bois-des-Filion

17 **CENTRE-DU-QUÉBEC**
Saint-Félix-de-Kingsey

HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

par **Lise Prévost** et **Yves Cyr**, formateurs au CAMF

Nous ne savions pas encore, à la fin des années 1980, que nous aurions le bonheur d'être encore là, 20 ans plus tard, au Carrefour et dans

l'univers enrichissant des politiques familiales municipales. Maintenant à la «semi-retraite», tout en étant formateurs au Carrefour, nous pouvons témoigner de sa belle évolution, des événements marquants depuis sa création, de sa réalité et des défis qu'il entend relever dans le futur.

HIER, LE RÊVE

Il y a 20 ans nous étions présents, nous avons rêvé aux cotés de M. Jacques Lizée, et aujourd'hui nous y sommes toujours et nous nous souvenons...

Le rêve de voir se développer les politiques familiales municipales partout au Québec commence à prendre forme, quelque temps après la consultation gouvernementale de 1986 sur la politique familiale. Sous l'impulsion de M. Jacques Lizée, à ce moment secrétaire général à la Fédération des unions de famille, un premier colloque sur l'action municipale et les familles est tenu à Montréal, en mai 1989. Grâce aux efforts du comité avisier, formé de conseillères et conseillers municipaux, de représentants des unions municipales, du ministère des Affaires municipales, de la Fédération des unions de famille et de la Ville de Montréal, ce premier colloque attire quelque 50 représentants des mondes municipal et politique, dont M^{me} Jane Cowell Poitras, alors conseillère à Lachine et membre actuel du conseil d'administration, M^{me} Thérèse Lavoie-Roux, alors ministre responsable de la politique familiale et M^{me} Marguerite Blais, actuelle ministre des Aînés.

Des différentes allocutions prononcées lors de ce colloque, quelques citations importantes nous ont particulièrement marqués: M^{me} Léa Cousineau, alors conseillère à la Ville de Montréal, déclare, dans son allocution de bienvenue «quant à nous, il nous apparaît de la plus haute importance de revoir nos services municipaux à la lumière des nouveaux besoins des enfants et des personnes qui s'en occupent». Une réflexion qui résume bien l'essentiel du défi proposé à l'ensemble des municipalités, en matière de politique familiale municipale.

De son côté, M. Jacques Lizée ajoute que «l'action municipale est une action en soi, et non une action de suppléance pour d'autres paliers gouvernementaux» et «l'événement actuel en cours témoigne que l'action municipale n'était pas un projet mais une réalité».

À la fin de ce premier colloque, M^{me} Colette Bédard, présidente de la Fédération des unions de famille, souligne que «ce colloque se termine sur une note d'espoir; la voix des familles sera entendue dans vos municipalités». À nouveau, le réalisme de ces propos transcende le temps et représente toujours une assise fondamentale des politiques familiales municipales.

Toutefois, pour que le rêve ne demeure pas qu'un rêve, l'engagement des élus et élus municipaux, entre autres des responsables des questions familiales (RQF), est nécessaire. En effet, le penser et agir famille prend racine dans une approche de prise en charge par les élus municipaux du dossier famille de leur municipalité.

AUJOURD'HUI, LA RÉALITÉ

Incorporé depuis 2001, le Carrefour répond à une demande croissante d'information, de formation et d'accompagnement de municipalités et MRC désireuses d'élaborer ou de mettre à jour une politique familiale municipale.

Le Québec compte près de cent trente PFM à ce jour. Ce nombre connaît une belle croissance suite à la mise en place, en 2002, dans le cadre du Plan concerté pour les familles du Québec, du programme gouvernemental de soutien à l'élaboration d'une politique familiale. Ce programme s'adresse aux municipalités et aux MRC qui désirent réaliser ou mettre à jour une politique familiale municipale (PFM). Le Carrefour action municipale et famille, reconnu pour son expertise dans le domaine, est mandaté par le gouvernement pour offrir un encadrement aux municipalités dans l'élaboration du processus d'implantation ou de mise à jour d'une politique familiale municipale.

Afin de répondre à toutes ces demandes, le Carrefour met sur pied une équipe de formateurs accompagnateurs. Ceux-ci sont appelés à se déplacer partout au Québec et travaillent de concert avec les RQF et les membres des comités famille municipaux. Le personnel de la permanence du Carrefour bonifie par son professionnalisme une démarche de soutien aux partenaires et à l'équipe des formateurs.

Cette équipe est sous la responsabilité du conseil d'administration du Carrefour qui est composé de quinze (15) membres: six (6) représentants des municipalités, selon différentes tailles de population, un représentant de MRC, huit (8) administrateurs, dont deux qui sont élus et six (6) qui sont désignés par leur organisation: la FQM, le ministère des Affaires municipales et des Régions, Montréal, Québec, l'UMQ et la ville hôte du colloque annuel.

En outre, dans un souci de mise à jour et d'expertise, le Carrefour crée le comité recherche et développement. Ce dernier, en collaboration avec le milieu universitaire, alimente et contribue à la réflexion du Carrefour sur tous les sujets concernant les familles et devient de plus en plus visible au Québec.

Cet aspect de la recherche et du développement s'inscrit dans la vision de l'assemblée générale du Carrefour qui souhaite l'approche de partenariat et de collaboration avec les mondes municipal et de recherche ainsi qu'avec les différents ministères à vocation famille.

DEMAIN, LES DÉFIS

L'offre de services du Carrefour change et s'adapte aux besoins des municipalités et MRC. Toutefois, le Québec connaît différentes réalités et plusieurs questions se posent quant aux tangentes à prendre dans les années à venir:

- Comment adapter les PFM aux défis posés par les changements démographiques?
- Comment aider les jeunes familles aux prises avec le manque de temps?
- Les PFM sont-elles des outils pour assurer une visibilité de l'intergénérationnel?
- Comment composer avec des familles et des régions en mutation, voire en mode de survie?
- Les plans d'action qui accompagnent la PFM pourront-ils agir de levier pour arriver à créer un milieu de vie mieux adapté aux années à venir?
- Le CAMF est-il à la croisée des chemins?
- Son avenir est-il fonction du programme de soutien financier du gouvernement?
- Son expertise si bien reconnue est-elle suffisante pour assurer sa survie?
- À quoi le Carrefour sera-t-il confronté dans l'avenir?

Il n'y a pas de réponses simples à de telles réalités. Différentes avenues doivent être considérées. Des actions concertées entre les acteurs des politiques familiales municipales et les organismes du milieu, afin que ces derniers s'investissent sur le plan économique, peuvent permettre une belle collaboration au niveau des problématiques locales. La conciliation travail-famille doit trouver, au-delà des mots, une réelle mise en place dans nos milieux de vie.

Nos expériences en tant que formateurs nous permettent d'affirmer que le milieu constitue la première réponse à une agression de la composante humaine de nos communautés. Il est évident que la mobilisation des élus et élus locaux est un préalable aux actions famille. Des thèmes comme le développement social et le développement durable sont sans contredit des avenues de réflexion tant pour le Carrefour que pour tous les intervenants.

Bref, un avenir stimulant et rempli de défis attend le Carrefour. La vision et le rêve d'il y a 20 ans se veulent aujourd'hui porteurs d'une énergie qui se répand à travers tout le Québec rural et urbain.

De notre côté, nous faisons un beau parcours comme accompagnateurs des municipalités depuis vingt ans. Nous tenons à vous remercier pour l'énergie que vous nous insufflez. Nous remercions également M. Jacques Lizée pour la passion qui l'anime toujours. Merci Jacques, la belle aventure qu'est le Carrefour se poursuit et sa descendance est assurée. ●

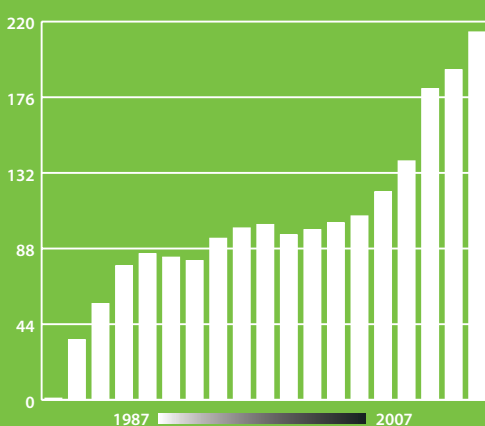


M^{me} Lise Prévost
est formatrice au CAMF.

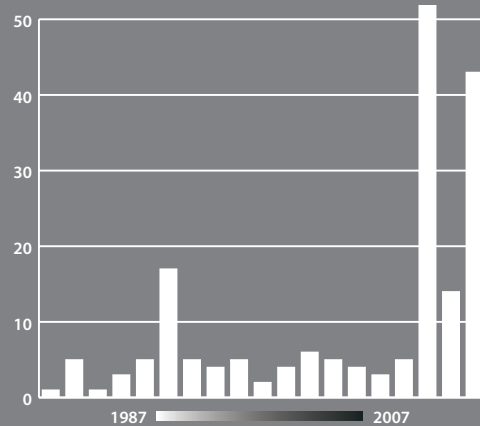


M. Yves Cyr
est formateur au CAMF.

évolution du membership



PFM adoptées (incluant les projets en cours)



LANCEMENTS DE POLITIQUE FAMILIALE... ET ÇA CONTINUE!



Plusieurs élus, citoyens, dirigeants d'organismes et employés municipaux ont travaillé à l'élaboration et au lancement de la politique de la famille et des aînés de la Ville de Repentigny.



Des gens heureux lors de la signature du livre d'or, activité marquant le lancement officiel de la politique de la famille et des aînés de la Ville de Repentigny. Dans l'ordre habituel, M. André Cyr et M^{me} Denyse Peltier, conseillers municipaux, membres de la Commission Famille et Aînés, M^{me} Sylvie Desgagné, chef de division aquatique, membre de la Commission, M^{me} Isabelle Champagne, chef de division soutien à la vie communautaire, ayant œuvré à la direction et à la coordination du projet, M^{me} Cécile Hénauld, au moment de la signature, conseillère municipale, RQF et présidente de la commission et à ses côtés, la mairesse de la Ville de Repentigny, M^{me} Chantal Deschamps.



REPENTIGNY

En novembre dernier, la municipalité de Repentigny a procédé au lancement officiel de sa politique de la famille et des aînés. À cette occasion, deux premières actions ont été annoncées:

- la mise en ligne du portail famille et aînés sur le site Internet de la Ville de Repentigny (www.ville.repentigny.qc.ca), sur lequel on peut dès maintenant prendre connaissance de la Politique et des différentes étapes qui ont précédé son adoption, soit le diagnostic, la synthèse du Forum des aînés et la synthèse de la consultation publique
- l'inscription en ligne à une centaine d'activités offertes cet hiver par la Ville de Repentigny, un nouveau service adapté à la réalité et aux horaires des familles disponible à toute heure du jour ou de la nuit

SAINT-JEAN-PORT-JOLI

La politique familiale de Saint-Jean-Port-Joli a pour objectif d'accroître le pouvoir attractif pour les jeunes ainsi que d'inciter de nouvelles familles à venir s'établir sur son territoire. Le plan d'action 2008 prévoit plusieurs interventions précises dans cinq axes: «Se réseauter et se concerter», «Encourager les familles à demeurer sur notre territoire», «Aménager un cadre de vie sécuritaire», «Préserver un milieu de vie sain» et «Rapprocher les familles entre elles».

M^{me} Lise Prévost représentait le Carrefour au lancement de la politique familiale de Saint-Jean-Port-Joli. M. Jean-Pierre Dubé, maire, M^{me} Lise Prévost, formatrice au Carrefour, M^{me} Virginie Guibert, chargée de projet, et M. Jules Bélanger, président du comité famille.



PRÉVOST ADOPTE SON 2^e PLAN

Cette municipalité d'un peu plus de 10 000 habitants s'est dotée, en 2005, d'une politique familiale. Elle vient d'adopter son 2^e plan d'action pour 2008-2010. Son premier plan fut réalisé à près de 75 %. Pour le deuxième, 72 actions sont planifiées dans sept champs: l'administration, les loisirs, la culture, l'environnement, le développement, la voirie et la sécurité publique.

DEUX MESURES QUI REJOignent LES FAMILLES AVEC DE JEUNES ENFANTS

DES STATIONNEMENTS RÉSERVÉS AUX FAMILLES À VICTORIAVILLE

Un règlement concernant l'aménagement de stationnements pour les familles est en vigueur depuis janvier 2005. Ce règlement offre aux familles victorivilloises des espaces plus grands permettant l'ouverture complète des portières, la manipulation des sièges d'auto et l'installation des jeunes enfants dans une poussette. Ces places étant situées près des entrées principales, la distance à parcourir est plus courte et sécuritaire pour les familles avec des bébés et des jeunes enfants.

L'aménagement d'espaces de stationnement réservés aux familles s'inscrit dans le cadre du plan d'action 2005-2008 de la politique familiale de Victoriaville.

BELOEIL: SUBVENTIONS POUR L'UTILISATION DE COUCHES DE COTON

Extrait du communiqué de la Ville de Beloeil, novembre 2007

La Ville de Beloeil a démarré, à l'automne 2007, un programme de subventions pour l'utilisation de couches de coton.

Développé en collaboration avec le centre périnatal Le Berceau, ce programme novateur a pour but d'encourager l'utilisation des couches de coton par les familles de Beloeil.

Au Québec, 600 millions de couches sont jetées aux ordures chaque année. Les couches jetables sont le troisième élément en importance dans les déchets urbains. De plus, elles prennent plus de 300 ans à se décomposer dans les lieux d'enfouissement.

En accord avec les préoccupations environnementales de ses citoyens et la politique familiale, la Ville de Beloeil désire encourager l'utilisation des couches de coton par le biais d'une aide financière à l'achat de ce type de couches. Ainsi, les nouveaux parents qui

optent pour les couches de coton recevront un remboursement de 100 \$ sur le montant déboursé pour l'achat d'un ensemble de couches.

Pour chaque enfant subséquent, un remboursement équivalent à 50 % de la facture sera accordé, et ce, jusqu'à concurrence de 100 \$.

Tous les parents de bébés âgés de moins de six mois et résidant à Beloeil pourront bénéficier du remboursement.

La Ville de Beloeil est fière de soutenir les familles désireuses de contribuer à l'effort collectif pour un environnement plus sain. www.ville.beloeil.qc.ca

D'autres municipalités offrent la même subvention: Coaticook, MRC du Val Saint-François, Mont-Saint-Hilaire, Otterburn Park, Sherbrooke et Victoriaville.



CONSULTATION EN LIGNE À CARIGNAN

Depuis l'automne 2007, la municipalité de Carignan (5782 h.) consulte sa population sur son projet de politique via son site Internet, pour mieux connaître ses familles et valider les besoins et priorités. C'est un moyen simple et efficace pour les rejoindre et les faire participer au projet. Cette démarche est également accompagnée d'une séance publique afin de faire connaître les résultats des consultations. Félicitations pour cette belle initiative!

Pour de plus amples informations: www.villedecarignan.org

2005. 17^e Colloque à Saint-Georges

VINGT ANS DÉJÀ!

1988 2008

IL ÉTAIT



M. Pierre Gingras

député de Blainville,
président du caucus de
l'opposition
officielle, porte-parole de
l'opposition
officielle en matière de
transport et 1^{er} président
du Carrefour

Déjà en 1991, je joignais le Carrefour action municipale et famille à titre de représentant de la Ville de Blainville, avant de m'impliquer en tant que maire de Blainville. À cette époque, je faisais partie des gens qui croyaient en cette valeur fondamentale qu'est la famille.

Ayant eu le privilège par la suite de présider le Carrefour pendant quelques années, en plus d'avoir été président de la région Nord-Amérique de l'Organisation mondiale de la famille, j'ai été témoin, comme plusieurs d'entre vous, du passage de la famille traditionnelle à celui de la famille dite moderne. Ce passage aura inspiré plusieurs personnes, voire plusieurs municipalités à relever un défi de taille, soit celui de la création de politiques familiales municipales.

Au début, nous n'étions que quelques-uns à y croire, mais aujourd'hui, vingt ans après la création du Carrefour, plusieurs municipalités et MRC ont instauré une politique familiale chez elles, démontrant ainsi leur reconnaissance face à la famille et la place que l'on doit lui accorder.

Toutes mes années d'implication au sein du Carrefour m'auront fait constater que la santé d'une ville repose sur la qualité de vie de ses familles et que chacune d'elles, peu importe leur taille ou leur composition, est essentielle au développement d'un Québec fort.

Le Carrefour aura donc permis, depuis les vingt dernières années, de cristalliser la famille, de la solidifier et de la faire rayonner au profit de municipalités vivantes, de MRC en santé.

Je tiens donc à saluer et à remercier tous ceux et celles qui, depuis le début, travaillent avec passion

à l'instauration de politiques familiales. Merci à ceux et celles qui y ont cru et à tous ceux et celles qui y croient encore. Merci aux municipalités et aux MRC qui se permettent d'être en santé en mettant la famille au cœur de leurs priorités.

Un merci tout spécial à Jacques Lizée, un homme de cœur et de vision qui poursuit la mission du Carrefour avec vigueur, dynamisme et conviction.

Aujourd'hui député de la circonscription de Blainville, vous pouvez être assurés que les familles du Québec sont toujours au cœur de mes préoccupations.

Que ce projet de société où tous et toutes sont solidaires du devenir des familles devienne enfin une réalité.

Longue vie au Carrefour action municipale et famille!



M^{me} Johane Fontaine- Deshaies

conseillère municipale de
Longueuil, membre du
comité avisé de 1993 à
1998 et coordonnatrice du
Carrefour de 1998 à 2000

On m'a demandé si j'accepterais d'écrire un mot concernant le Carrefour, je vous dirais que je pourrais plutôt écrire un roman sur le Carrefour tellement il y a de choses à dire.

Je vous dirais d'abord que j'ai entendu parler du Carrefour action municipale et famille en 1990 lors de mon premier mandat comme conseillère municipale (1990-1994). Toute inexpérimentée que j'étais, mais désireuse de poser des gestes en faveur des familles de mon quartier, je me suis inscrite au colloque annuel du Carrefour afin d'en apprendre plus en la matière. C'était à Québec en 1991 et, depuis ce temps, j'ai assisté à tous les colloques sauf celui de 2007 où j'ai eu un empêchement majeur.

Je peux rassurer toutes les personnes qui se poseraient des questions; oui, à chaque année, j'y

trouve un nouvel intérêt. Il y a toujours au minimum un sujet d'atelier qui n'a pas été abordé dans les colloques précédents, une expérience «exportable» en provenance d'une autre municipalité, une idée originale dont l'ensemble des participants peuvent bénéficier, mais il y a aussi les amitiés qui se sont créées au fil des années. Des amitiés sincères, des amitiés durables, des amitiés si importantes que nous pourrions difficilement nous en passer et que nous avons plaisir à rencontrer assidûment à chaque année.

Évidemment lors des colloques, nous avons la chance de rencontrer des collègues d'autres villes qui ont les mêmes intérêts que nous. Cela nous permet d'échanger sur le sujet qui nous rassemble tous: la famille. Ces rencontres sont importantes dans le cadre de nos fonctions d'élus, elles nous permettent

de ne pas «réinventer constamment le bouton à quatre trous» en bénéficiant de l'expérience des autres. Pour notre municipalité, cela peut même engendrer des économies très intéressantes lors de l'élaboration et de la mise en place d'une politique familiale.

À ce sujet, je peux dire que le personnel du Carrefour peut aussi grandement nous aider dans notre travail. Ces gens ont l'expérience et surtout l'expertise nécessaires pour nous guider dans nos travaux. Il ne faut pas hésiter à avoir recours à leurs services.

Si je ne veux pas finir avec un roman, je vais m'arrêter ici, mais à ceux et celles qui lisent ces lignes, je vous donne rendez-vous au prochain colloque.



M^{me} Isabelle Lizée

doyenne
à la permanence
(après Jacques)

Toute ma jeunesse, j'ai baigné, et même fait du bénévolat, dans l'environnement de l'action en faveur des familles. Je ne pensais pas qu'un jour, j'y travaillerais à temps plein. Pourtant le destin m'y a conduite. Quel bonheur! Depuis maintenant treize (13) ans, je participe à répandre le «penser et agir famille» à travers le Québec. L'action en faveur des familles a pris un tout autre sens à partir du moment où je suis devenue une maman. Pour moi, le soutien

qu'une municipalité peut apporter allège et améliore le quotidien des familles. L'évolution et l'ampleur qu'a connues le secteur me fait dire que quelqu'un, à quelque part, avait vu juste en 1988.

Le Carrefour, c'est un milieu de travail stimulant et créatif, on ne peut s'imaginer à quel point: la rencontre de gens de toutes les régions, le partage d'expériences, la liberté de création et, élément motivant, le travail d'équipe. D'être engagée dans une cause qui apporte un grand soutien à la vie

de femmes, d'hommes et surtout d'enfants me rejoint complètement. Un peu comme Obélix, je suis tombée dans la potion magique toute jeune!

Merci au Carrefour de me permettre cet engagement et bon vingtième anniversaire. Que les vingt prochaines années soient à l'image des vingt premières et j'espère y contribuer longtemps!



1992. 4^e Colloque à Saint-Félicien



1996. 8^e Colloque à Saint-Hubert



2001. Conférence sur les bords du fleuve au 13^e Colloque de Sept-Îles

UNE FOIS UN CARREFOUR...



M^{me} Lucie Fréchette

Directrice de l'Alliance de recherche université-communauté en innovation sociale et développement des communautés (ARUC-ISDC) et coordonnatrice du Centre d'étude et de recherche en intervention sociale de l'Université du Québec en Outaouais (UQO)

«**B**onjour, c'est vous qui avez écrit le cahier sur la prévention. Ça rejoint fortement ma réflexion et j'aimerais vous rencontrer», me dit au téléphone un certain Jacques Lizée. Je l'ai aussitôt invité à venir me rencontrer à Hull. Je dis bien à Hull, devenue depuis Gatineau, car nous, professeurs de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), sommes habitués des convocations à Montréal par les gens de la métropole pour qui sortir de l'île constitue, à notre grand étonnement, un voyage d'envergure. Jacques Lizée, lui, n'a pas hésité à se déplacer en Outaouais. Son périple a ouvert la porte à une fructueuse collaboration qui dure depuis ces dix dernières années. Dix ans qui ont fait la démonstration que la recherche et le travail sur le terrain se fréquentent avantageusement.

La pertinence sociale du Carrefour action municipale et famille (CAMF) en tant qu'organisation fédérative n'est plus à démontrer après 20 ans. À l'occasion de cet anniversaire, l'occasion m'est donnée de témoigner du rapport fructueux du CAMF à la recherche. Le Carrefour, en appétit de nouvelles connaissances dans le secteur des politiques familiales et d'avenues de solution actualisées pour contrer les problèmes

qu'affrontent les familles en territoire local, a mis à contribution des chercheurs de pointe du Québec. Il s'est doté d'un comité de recherche et développement, comité qui s'avère un lieu de convergence de la réflexion et de l'animation sur des questions relatives à l'action en faveur des familles initiées par les municipalités et au développement local et régional au Québec. Le CAMF a aussi peu à peu inséré la recherche dans les colloques réunissant ses membres. J'ai souvent été associée à ces colloques dès leur conception par le comité du programme. Je peux attester que le CAMF a suscité le rapprochement entre chercheurs, intervenants et élus dans plusieurs ateliers ou dans des rencontres avec ses équipes de formateurs. Son *Bulletin Municipalité et famille* donne souvent la parole à des chercheurs diffusant ainsi de nouvelles connaissances aux quatre coins du Québec. J'y ai souvent pris la plume, convaincue que des instances fédératives, comme le CAMF, à l'affût du partage du savoir deviennent des pôles de cohésion et des véhicules de formation et d'information pour leurs membres.

J'ajouterais que le rôle de représentation socio-politique du CAMF qui donne une voix collective au type d'organisations qu'il représente s'alimente

lui aussi à la recherche. Ses revendications et ses propositions fondées sur la consultation régulière de ses membres prennent aussi appui sur la recherche scientifique ajoutant ainsi du poids à l'argumentation développée.

Au fil des ans, la relation avec le CAMF s'est consolidée au point où celui-ci est devenu un des principaux partenaires de l'Alliance de recherche université-communauté en innovation sociale et développement des communautés, sise à l'UQO. Celle-ci regroupe vingt-six (26) chercheurs et treize (13) organisations publiques ou communautaires du Québec, du Canada et d'autres pays. Le CAMF y codirige un axe de recherche sur le développement social.

Fière de mon lien avec le CAMF et heureuse de travailler avec les municipalités qui en sont membres, je peux aujourd'hui témoigner en tant que chercheur que cette organisation est un lieu de concertation doublé d'un espace de développement de savoir collectif contribuant au développement convergent des communautés locales. Dix ans plus tard, les coups de téléphone se sont multipliés. La complicité s'est solidement tissée et le plaisir de travailler ensemble est toujours au rendez-vous.

NOTRE-DAME-DES-PRAIRIES, MEMBRE DEPUIS 1991 ET HÔTE DU 7^e COLLOQUE, PREMIER COLLOQUE DANS UNE MUNICIPALITÉ DE MOINS DE 10 000 HABITANTS

En guise de témoignage pour souligner les 20 ans de Carrefour action municipale et famille, la Ville de Notre-Dame-des-Prairies s'est remémoré un moment important, soit la tenue du 7^e Colloque sur l'action municipale et les familles qui s'est déroulé chez nous, en juin 1995.

Ce colloque a connu un important taux de participation et réunissait des maires, des responsables de questions familiales au sein des conseils municipaux, des représentants gouvernementaux et des organismes familiaux et communautaires.

Il a été l'occasion d'échanges fructueux, dans une ambiance chaleureuse et conviviale. Une activité qui a permis de développer des liens permanents entre les gens du milieu et de plusieurs régions.

C'était la première fois que le colloque annuel de Carrefour action municipale et famille se déroulait en dehors des grands centres urbains. Une activité tout à fait enrichissante qui nous a donné l'opportunité de démontrer toute la vitalité des Prairiquoises et Prairiquois et qui nous permet

aujourd'hui d'affirmer que Notre-Dame-des-Prairies est à la mesure des familles!

Félicitations au Carrefour action municipale et famille pour ce 20^e anniversaire. Votre soutien constant est sans contredit un élément essentiel au développement d'une approche «famille» dans tous les secteurs d'intervention de notre municipalité.

Le conseil municipal de la Ville de Notre-Dame-des-Prairies vous souhaite un bon 20^e anniversaire!



M^{me} Marie-Josée Monfette

coordonnatrice secteur animation à la municipalité de Victoriaville, membre du Carrefour depuis 1991

La Ville de Victoriaville a adopté sa première politique familiale en 1996, il y a maintenant douze (12) ans, c'est donc dire qu'elle était parmi les premières villes à se doter d'une politique familiale.

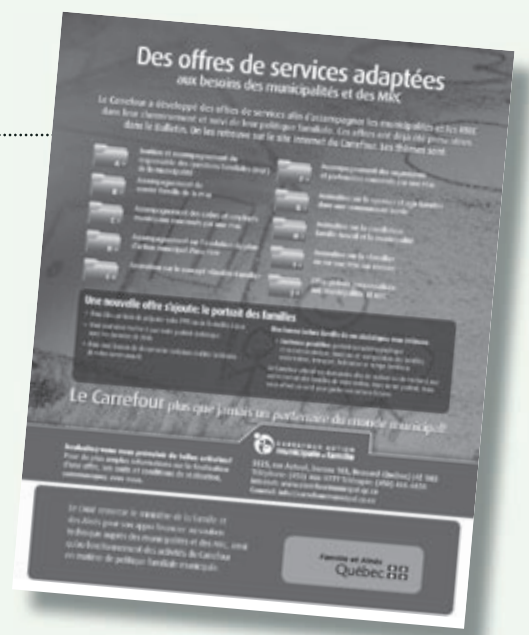
Le comité d'élaboration a dû travailler fort pour intégrer le «penser et agir famille» dans les façons

de faire des différents secteurs d'intervention de la municipalité. Après s'être vu décerner un Prix de la famille, en 1998, la reconnaissance d'une autre instance a favorisé la reconnaissance dans notre milieu, facilité le «penser et agir famille» et permis de consolider les actions.

Pour le comité consultatif, cela nous a donné l'encouragement nécessaire à poursuivre et à croire en ce que nous faisons.

Merci au Carrefour de ce petit coup de pouce qui, finalement, a rapporté beaucoup. Nous souhaitons longue vie à l'organisation et continuez d'être à l'affût des opportunités pour les familles.

DES OFFRES DE SERVICES ADAPTÉES AUX BESOINS DES MUNICIPALITÉS ET DES MRC



Le Carrefour a développé des offres de services afin d'accompagner les municipalités et les MRC dans leur cheminement et le suivi de leur politique familiale. Ces offres ont déjà été présentées dans ce Bulletin. On les retrouve sur le site Internet du Carrefour. Les thèmes sont:

- Soutien et accompagnement du responsable des questions familiales (RQF)
- Accompagnement du comité famille de la PFM
- Accompagnement des cadres et employés municipaux concernés par une PFM
- Accompagnement sur l'évolution du plan d'action municipal d'une PFM
- Accompagnement des organismes et partenaires concernés par une PFM
- Animation sur le concept «Qualité Famille»
- Animation sur le «penser et agir famille» dans une communauté locale
- Animation sur la conciliation famille-travail-étude et la municipalité
- Animation sur la «famille» ou sur une PFM sur mesure
- Offre globale personnalisée aux municipalités et MRC

UNE NOUVELLE OFFRE S'AJOUTE: LE PORTRAIT DES FAMILLES

- Vous êtes en train de préparer votre PFM ou de la mettre à jour
- Vous souhaitez mettre à jour votre portrait statistique avec les données de 2006
- Vous avez besoin de documenter certaines réalités familiales de votre communauté

Une bonne lecture «famille» de vos statistiques vous intéresse:

- contenus possibles: portrait sociodémographique et socioéconomique, structure et composition des familles, scolarisation, transport, habitation et temps familiaux.

Le Carrefour attend vos demandes afin de réaliser ou de mettre à jour le portrait des familles de votre milieu. Avec un tel portrait, vous vous offrez un outil pour guider vos actions futures.

info@carrefourmunicipal.qc.ca

LA FÊTE DES VOISINS, UNE ACTIVITÉ DE RASSEMBLEMENT POUR LA COMMUNAUTÉ



Granby



Lac-Beauport



Montréal

Après seulement deux années d'existence, la **Fête des voisins** est un franc succès! En effet, le bilan de la deuxième édition indique que plus de 30 000 citoyens ont pris part à plus de 600 fêtes dans près de 100 municipalités, arrondissements et organismes.

Selon le Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS), promoteur de l'événement au Québec, une telle fête se réalise également en Europe. Sept millions de participants prennent part à la manifestation qui se déroule dans 700 villes et organismes partenaires de 28 pays.

Pourquoi un tel succès? L'activité répond à un besoin de se rencontrer, de créer des liens et de vivre dans une société plus conviviale et plus solidaire. L'entraide, la solidarité et la fraternité en sont les valeurs de base.

Bravo, pour cette activité citoyenne!

Information

nadine.maltais@inspq.qc.ca ou www.fetedesvoisins.qc.ca



LA 3^e ÉDITION DE LA FÊTE DES VOISINS, PRÉVUE POUR LE 7 JUIN 2008, SERA MARRAINÉE PAR MARIE-LISE PILOTE

«...Connaître les gens qui habitent à nos côtés. C'est ça vivre en société, c'est prendre sa place au sein d'une rue, d'un quartier, c'est recevoir et rendre des services, c'est se sentir entouré, rassuré. Pour moi, il est tout naturel d'être la porte-parole de la Fête des voisins. Au risque de paraître sentimentale, je dois vous avouer que je rêve d'un monde où les gens se sourient, se saluent, se respectent et je suis persuadée que cela commence à deux pas de chez soi...chez le voisin...»

LES SAINES HABITUDES DE VIE, LE COUP D'ENVOI

Le Dr Alain Poirier a donné le coup d'envoi au dépôt de projets en matière de saines habitudes de vie. «Les projets soutenus par [la Société de gestion du] Fonds devront viser à favoriser une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif, à promouvoir des normes sociales encourageant ces saines habitudes de vie ainsi qu'à soutenir l'innovation de même que l'acquisition et le transfert des connaissances en ces mêmes matières chez les jeunes Québécois de 0-17 ans», a-t-il tenu à préciser. «Le Québec a changé sa relation avec le tabac, maintenant il se met en forme! Ce seront-là, parmi ses plus belles réformes de santé», a ajouté le Dr Poirier.

Cependant, les efforts du milieu scolaire pour favoriser l'adoption de saines habitudes alimentaires par les jeunes sont trop souvent court-circuités par la présence d'établissements de restauration rapide (fast-food) à proximité des écoles. Cette situation, qui contribue à aggraver l'épidémie d'obésité, dépasse clairement le cadre d'intervention de la famille ou de l'école et nécessite la contribution de nouveaux acteurs pour la mise en place d'environnements facilitant les choix santé: nos municipalités!

On se souviendra qu'en juin dernier, le gouvernement du Québec annonçait la création d'un fonds pour soutenir son Plan d'action gouvernemental de promotion de saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012 «Investir pour l'avenir». C'est dans ce contexte qu'a été confirmé un partenariat impliquant une contribution de vingt millions de dollars par année, tant de la part du gou-

vernement du Québec que de la Fondation Lucie et André Chagnon. Une somme de 400 millions de dollars sera donc versée sur une période de dix ans et sera confiée à la Société de gestion du Fonds qui veillera à l'atteinte des objectifs.

Le Fonds est fractionné pour agir sur deux plans. Ainsi, 25 % seront dévolus aux projets de promotion visant une partie ou l'ensemble de la population alors que 75 % seront affectés à des projets de mobilisation des communautés locales.

Bien que dans les deux cas, les projets devront être soumis et réalisés en partenariat, chacun des deux volets cible des actions bien distinctes. Le premier vise plus spécifiquement des projets d'envergure touchant les thèmes suivants: une offre alimentaire revue et améliorée dans divers milieux de vie, l'accroissement du transport actif et d'un mode de vie physiquement actif, la publicité destinée aux enfants et aux adolescents, des projets spéciaux tel que le recours au zonage pour améliorer l'environnement alimentaire ainsi que la connaissance au service de l'action par le transfert et la mise en commun d'information pour orienter les actions sur le poids et les habitudes de vie.

Pour administrer le second volet, un mandat a été confié à Québec en Forme, qui depuis 2002 actualisait une entente entre le gouvernement et la Fondation pour le soutien de projets de promotion de l'activité physique auprès des jeunes d'âge primaire. L'organisme est ravi de l'élargissement du mandat qui dorénavant s'étendra aux plus jeunes enfants ainsi qu'aux adolescents de toutes les régions du Québec et inclura la saine alimentation. Selon l'Organisation mondiale de la santé «les initiatives venant

des communautés et des groupes locaux ont le plus grand potentiel pour encourager l'activité physique. La clé du succès est de mobiliser et de soutenir les communautés et les gouvernements locaux».

La naissance de ce fonds est une opportunité exceptionnelle pour le bien-être des jeunes Québécois, particulièrement dans les milieux défavorisés, et constitue un levier pour les communautés locales qui travaillent en concertation dans un cadre de partenariat dynamique. Tous les milieux sont invités à se mobiliser pour déposer des projets visant la mise en œuvre d'actions durables et favorisant l'adoption de saines habitudes de vie par les jeunes Québécois, de la naissance à 17 ans inclusivement.

Les regroupements de partenaires qui désirent présenter des projets à l'un ou l'autre des organismes impliqués ou obtenir de plus amples informations concernant le processus et les critères peuvent le faire en visitant le site Internet de la Société de gestion du Fonds au www.saineshabitudesdevie.org ou celui de Québec en Forme à l'adresse www.quebecenforme.org ●

À PROPOS DE QUÉBEC EN FORME

Fondé en janvier 2002 suite à une entente de partenariat entre la Fondation Lucie et André Chagnon et le gouvernement du Québec, le Québec en Forme «nouveau» contribue à favoriser, par le soutien de projets de mobilisation de communautés locales, l'adoption et le maintien d'une saine alimentation et d'un mode de vie physiquement actif chez les jeunes Québécois, de la naissance à l'âge de 17 ans inclusivement.

L'ampleur du soutien financier et de l'accompagnement est fixée selon des critères établis et en fonction des caractéristiques des divers milieux. Québec en Forme œuvre actuellement dans huit régions au Québec, auprès de 35 regroupements locaux, impliquant 800 partenaires et rejoignant 57 000 jeunes.

R É A L I S E Z L E R Ê V E



LA FÉE UN GROUPE DE REÉÉ PAS COMME LES AUTRES

**Il n'est jamais trop tôt pour commencer...
donnez un bon départ à votre enfant.**

Avec la FÉE, vous avez de nombreux moyens à votre disposition afin de financer les études de votre enfant. Que ce soit notre régime collectif, notre régime des performants ou notre régime individuel, nous pouvons et nous allons vous aider à atteindre vos objectifs en matière d'épargne. Et bien sûr, tous nos régimes sont admissibles à recevoir toutes les subventions offertes par le gouvernement. Pour plus d'informations, www.cefi.ca

Un fier partenaire du Carrefour action municipale et famille



LE CROISEMENT DE POLITIQUES CONTRIBUTIVES AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

par **Lucie Fréchette**, directrice de l'Alliance de recherche université-communauté Innovation sociale et développement des communautés (ARUC-ISDC) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et membre du Comité recherche et développement du CAMF.



M^{me} Lucie Fréchette est directrice de l'ARUC-ISDC et coordonnatrice du Centre d'étude et de recherche en intervention sociale de l'Université du Québec en Outaouais (UQO)

Au Québec, même si le développement social est à l'ordre du jour de façon plus évidente aujourd'hui, le code municipal permet depuis longtemps aux municipalités de s'engager dans plusieurs secteurs associés au développement social dont le loisir, la culture, l'habitation, l'environnement, la santé et d'autres. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi 170 et ses dérivés (2001), un certain nombre de grandes villes doivent élaborer un plan de développement de leur territoire qui tient compte du développement social. Le législateur en a fait une compétence obligatoire sans cependant en définir les produits attendus. Il en va de même chez les MRC dont le plan d'aménagement doit énoncer une vision stratégique du développement culturel, économique, environnemental et social. Malgré l'article de loi non contraignant en ce sens, élus ou gestionnaires municipaux croient souvent qu'une politique de développement social est la forme obligatoire pour s'acquitter de cette obligation. D'où les débats sur le croisement entre les politiques ou orientations déjà en cours et la politique ou le plan d'action à élaborer en développement social. Ce texte soutenu par quelques recherches dont une plus récente sur l'interface entre les politiques familiales, de loisirs, sports et vie communautaire et les politiques de développement social (Fréchette, Bourque, Lizée, Letarte, 2007) veut jeter un éclairage sur cette question.¹

PARLER DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL À L'ÉCHELLE MUNICIPALE

En territoire municipal, il n'est pas rare d'entendre parler de développement, qu'il s'agisse de développement local, de développement territorial, de développement économique ou de développement social. Plus précisément, du côté du développement social, on trouve actuellement dans les municipalités plusieurs politiques familiales, des politiques de loisir et vie communautaire, quelques politiques de développement durable ou l'élaboration d'un Agenda 21, démarche de mise en œuvre d'un plan d'action en développement durable. S'ajoutent depuis peu quelques politiques de développement social. Il n'est pas surprenant de retracer des liens de parenté entre ces politiques et surtout plusieurs croisements entre les actions qui en découlent.

Mais que recouvre réellement le développement social? Le premier constat est qu'il s'avère un concept large dont la définition fluctue selon les contextes et les interlocuteurs. La définition de l'ONU qui sert souvent de base indique que le «développement social est une démarche visant à améliorer la capacité

des gens à vivre en toute sécurité et à leur permettre de participer pleinement à la société. Le développement social est indissociable de son caractère culturel, écologique, économique, politique et spirituel et ne peut être envisagé dans une perspective uniquement sectorielle». On constate rapidement que la définition est de portée large. À l'échelle du Québec, le développement social s'exprime depuis longtemps par la mise en œuvre de politiques sociales. À l'échelle des régions et des municipalités, il s'est exprimé fortement au cours des ans en contexte de soli-

l'habitation, la santé, le développement communautaire, l'environnement, le loisir et la culture, la promotion et la vie familiale, les services de garde, l'urbanisation, la sécurité, le travail, l'éducation, le transport, auxquels s'ajoute un treizième thème général ciblant l'administration municipale. Le thème loisir compte le plus grand nombre de mesures, soit 814, contre 553 en sécurité et 419 en environnement. Par ailleurs, le cadre de référence de la Fédération des centres communautaires de loisir (FQCCL comptant 83 CCL),

| Présence des champs d'intervention dans trois politiques municipales

	développement social	famille	loisir, sport, vie communautaire
Conditions et qualité de vie des milieux, habitation et sécurité	X	X	X
Adaptation et accessibilité des services et des activités aux différentes clientèles	X	X	X
Cohésion sociale	X	X	X
Reconnaissance et soutien aux initiatives et organisations du milieu	X	X	X
Soutien à la parentalité	X	X	X
Santé	X	X	X
Participation, démocratie et partenariat	X	X	X
Formation d'emploi	X		

darité collective dans la mise sur pied de services de proximité et de participation citoyenne. Il a aussi pénétré en territoire municipal par la voie de politiques dans divers domaines comme le logement, le loisir ou la culture.

Dans la foulée de la prescription gouvernementale, les villes de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Gatineau, Sherbrooke, Saguenay, Lévis, Longueuil, ainsi que l'Union des municipalités du Québec et le Réseau québécois Villes et Villages en santé ont mis en place un dispositif de réflexion et d'échange soutenant la mise en branle des opérations municipales soutenant le développement social. D'autres municipalités ou MRC ont elles aussi amorcé des échanges sur le sujet dans leurs régions respectives. Les municipalités sont donc déjà actives en développement social. Elles ont cependant besoin de systématiser leur approche, de mieux identifier les acquis, les croisements, dans ce qui existe actuellement et ce qui a besoin d'être développé. La question de l'interface est donc au cœur du débat.

LES LIENS DE PARENTÉ ET LES INTERFACES EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Le Carrefour action municipale et famille (CAMF) qui regroupe près de 300 municipalités dotées de politiques familiales a étudié plus de 3000 mesures des plans d'action de 120 politiques familiales. Ces mesures sont regroupées en douze (12) grands thèmes:

indique que les CCL élaborent des stratégies et actions favorisant le développement social, l'enracinement dans la communauté et le resserrement des liens collectifs, la participation active à la vie sociale et l'exercice actif de la citoyenneté, la création et l'animation d'espaces de délibérations et de vie associative démocratique, l'amélioration du tissu social et des conditions de vie, le renforcement des potentiels individuels et collectifs, les actions ou les interventions contre l'exclusion et contre la pauvreté, la réponse aux nouveaux besoins du milieu, l'innovation dans la recherche de la justice sociale et de l'équité. Finalement, des travaux gouvernementaux et paragouvernementaux en développement social, se dégage l'idée que celui-ci tend à assurer le bien-être individuel et collectif en soutenant le développement du potentiel des personnes, l'équité, l'entraide et la solidarité, le respect des droits des personnes, la participation citoyenne, le plein exercice démocratique et un parti pris pour l'occupation du territoire et le respect de l'environnement.² Ce triple coup d'œil laisse déjà anticiper des rapprochements et des recoupements dans l'action locale ou régionale des uns et des autres.

À l'échelle municipale, les mêmes thématiques émergent au sein de diverses politiques. Ainsi, la politique familiale de Gatineau nomme parmi ses champs d'intervention, le loisir, l'habitation, la sécurité, l'environnement et

►► santé et le transport. L'Agenda 21 de Sorel-Tracy, parmi ses douze (12) orientations, en compte une sur l'habitation, une sur la santé, et d'autres liées à l'environnement et le développement durable. La politique de développement social de Trois-Rivières liste onze (11) axes d'intervention dont le logement, l'environnement, la famille, le loisir, la sécurité.

Notre recherche dans dix (10) municipalités a identifié un recoupement important de champs d'intervention associés aux trois politiques étudiées. Voir le tableau à la page 10.

EN CONCLUSION, POUR UNE INTERFACE PROFITABLE

Un peu à la manière d'un kaléidoscope, les mêmes éléments sont disposés selon celui qui l'utilise. Même si l'image est boiteuse, elle donne à penser que le développement social peut être envisagé à partir de lunettes différentes. Le débat se réchauffe quand les uns et les autres entrent en duel pour déterminer si une politique ou l'autre est transversale ou sectorielle.

En dépit d'une vision large du développement social, les municipalités subissent une forte pression pour que la politique de développement social se développe en mode sectoriel.³ L'identité propre des politiques familiales ou de loisir est présentée comme un facteur mobilisant dans la communauté. D'une part, certains croient que le développement social doit faire l'objet d'une politique cadre ou transversale qui chapeaute les politiques familiales, culturelles, de logement, de loisir. La position se défend, le développement social étant un concept large qui ne peut s'enclencher sans action dans ces divers secteurs. Il est traversé par de grandes valeurs ciblant le bien-être individuel et collectif et la

réduction des inégalités sociales. D'autre part, les élus et les comités ayant développé des politiques familiales tiennent aussi le discours de la politique transversale. Sa contribution au développement social ne laisse pas de doutes⁴. La position se défend elle aussi. La famille est une forme de regroupement de personnes et de générations vivant ensemble qu'on ne peut soutenir sans une action dans plusieurs domaines de la vie municipale.

Au-delà de ce débat, l'interface est aussi affaire de processus d'élaboration des politiques et plans d'action, de diversité des approches et d'équité sociale. En effet, elle renvoie à la participation des citoyens dans l'expression des réponses qu'ils jugent appropriées à leurs besoins et intérêts. Encore faut-il que les démarches soutenant la production des politiques municipales contributives au développement social dépassent la consultation réactive à un projet politique et laissent place à une participation active. En second lieu, la diversité des approches paraît appropriée dans le cadre d'une interface marquée par la créativité et la flexibilité. Ainsi, une municipalité déjà dotée de politiques dans le champ du développement social (loisir, famille, culture, logement, etc.) peut ne pas avoir besoin d'une politique de développement social, mais simplement d'un plan de développement social qui prend appui sur les politiques en question. L'inverse peut aussi s'avérer souhaitable dans des municipalités dont les services, qu'ils soient peu ou largement développés, ne s'appuient pas sur des politiques sectorielles contributives au développement social. Elles peuvent élaborer une politique de développement social qui prévoit des champs d'intervention avec des plans d'action spécifiques pour les loisirs,

la famille, la culture, etc. Certaines municipalités ont ainsi des responsables des questions familiales qui voient à ce que le réflexe famille traverse les divers services municipaux.

L'interface passe finalement par les grands principes sous-jacents à l'élaboration de politiques ou de plans d'action en territoire municipal. Dans le domaine du développement social, ces principes sont un rappel que la finalité des politiques et plans d'action est la qualité de vie à l'échelle individuelle (bien-être des citoyens comme personnes), à l'échelle de groupes dans la municipalité, groupes d'intérêt ou groupe d'identité (soutien aux familles) et à l'échelle territoriale (qualité de vie des quartiers). Le développement social induit aussi un principe d'équité sociale. Les services développés prennent en compte le bien-être collectif en visant la réduction de la précarité et en évitant que se répande de façon universelle le principe de l'utilisateur payeur sans égard aux inégalités sociales. ●

1 Quatre recherches alimentent l'article: une sur les élus et les politiques familiales, une sur la contribution de diverses organisations au développement local (dont la FQCCL, le CAMF), une sur le loisir communautaire et la plus récente sur le développement social municipal et l'interface entre les politiques familiales, de loisir et vie communautaire et de développement social (sous la direction de Lucie Fréchette, Denis Bourque, Jacques Lizée et menée par Georges Letarte à titre de professionnel).

2 Letarte, G. sous la direction de L. Fréchette, D. Bourque et J. Lizée (2007). Les interfaces entre les politiques municipales de développement social, familiale et de loisir, sport et vie communautaire, Rapport de recherche. ARUC-ISDC, UQO, Gatineau, sous presse.

3 Letarte, G. (2007). Les politiques sur le développement social, la famille et la vie communautaire et les loisirs convergent-elles?, *Revue Développement social*, vol. 8 n° 2, p. 44-45.

4 Fréchette, L. (2006). «Le développement social à l'échelle municipale, le cas des politiques familiales municipales» dans *Le développement social. Un enjeu pour l'économie sociale*. PUQ, Québec, p. 132-148.

À VOIR + À LIRE

■ ACTES, 19^e COLLOQUE CAMF Le sentiment d'appartenance: une valeur sûre!

Les actes comprennent principalement des résumés des divers ateliers et les recommandations qui en découlent. Ce document est disponible sur le site Internet du Carrefour. Une copie papier peut également être obtenue sur demande.
www.carrefourmunicipal.qc.ca.

■ RÉFLEXION SUR LA POLITIQUE FAMILIALE La politique familiale au Québec: visée, portée, durée et rayonnement Conseil de la famille et de l'enfance

En réponse à un mandat que lui a confié M^{me} Michelle Courchesne, ministre de la Famille, le Conseil de la famille et de l'enfance rend public un document de réflexion sur la politique familiale au Québec. Débutant par un regard historique, le Conseil vous amène jusqu'au développement actuel de la politique familiale. Trois grandes mesures en constituent l'assise: le soutien aux enfants,

les services de garde éducatifs et le Régime québécois d'assurance parentale. Vous y trouverez également des pistes de réflexion pour l'avenir.

www.cfe.gouv.qc.ca (sous «Publications», puis «Études et autres documents»).

■ DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS DU QUÉBEC L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) vient de publier «Mieux réussir dès la première année: l'importance de la préparation à l'école», vol. 14, fascicule 2, décembre 2007, 12 p. (document téléchargeable à l'adresse suivante: www.jesuisjeserai.stat.gouv.qc.ca:80/pdf/publications/feuille/Fasc2Vol4.pdf)

Consacré aux données du volet 2004-2005 de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ 1998-2010), ce fascicule aborde les liens entre différentes dimensions de la préparation à l'école, le milieu socioéconomique et le rendement scolaire des enfants de 1^{re} année du primaire.

■ STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Commission des transports et de l'environnement dans le cadre d'une consultation en ligne sur le projet de stratégie gouvernementale de développement durable a mis en ligne les documents de réflexion. On peut les télécharger à l'adresse suivante:
www.assnat.qc.ca/fra/38legislature1/commissions/cte/depot-developpementdurable.html

■ BANQUE DE DONNÉES DE LA RECHERCHE SUR LA FAMILLE

L'Institut national de la recherche scientifique (INRS-Famille en mouvance-dynamique intergénérationnelle) a créé la banque de données Famili@ qui comprend environ 7000 fiches bibliographiques de documents écrits sur la famille au Québec et les rapports intergénérationnels.
familia.ucs.inrs.ca

RIMOUSKI 20^e COLLOQUE DU CAMF 13-14-15 JUIN 2008



PRENEZ PART À LA 20^e ÉDITION!

Vingt ans déjà! Que de chemin parcouru depuis l'appel de la désignation d'un élu municipal RQF (responsable des questions familiales).

Actuellement, les municipalités comptant un RQF représentent plus de 80 % de la population totale des familles du Québec. C'est un résultat plus qu'exceptionnel!

Où allons-nous maintenant? Après avoir bien maintenu notre trajectoire, nous pouvons d'ores et déjà entrer dans une phase de consolidation des PFM (politique familiale municipale). Pouvons-nous aller plus loin dans la réalisation de nos plans d'action? Pouvons-nous compter sur un plus grand partenariat entre les divers paliers de gouvernement afin que le développement des PFM ne soit pas trop à la charge des municipalités et des MRC? Dans un contexte où le monde municipal est appelé à gérer de nombreuses politiques sectorielles

et transversales, de nouveaux mécanismes de gestion sont à inventer. Conséquemment, comment le monde municipal sera-t-il accompagné pour faciliter l'arrimage entre toutes ces politiques? Voilà autant de questions qui feront l'objet d'échanges lors de notre 20^e Colloque.

Depuis 1989, ce rassemblement est le rendez-vous annuel des élues et élus municipaux et des organismes des dix-sept (17) régions du Québec qui ont à cœur l'action municipale en faveur des familles. Inscrivez-vous dès maintenant au 20^e Colloque sur l'action municipale et les familles. Complétez le formulaire d'inscription inclus dans le programme du colloque, ou en ligne au www.carrefourmunicipal.qc.ca.

ATELIERS PRÉVUS AU 20^e COLLOQUE

- Conciliation famille-travail: l'action locale prend forme
- La sécurité à proximité des écoles et des parcs, des réflexions à partager!

- Les saines habitudes de vie pour les familles: des projets mobilisateurs
- La place des aînés dans la politique familiale municipale (PFM), une réalité importante!
- La politique familiale municipale (PFM), un élément du développement durable?
- Vous NET pas seul: un outil utile pour les services policiers et rassurant pour les parents
- La politique familiale municipale (PFM): un plus pour l'avenir des familles en région
- La participation des adolescents dans la communauté: un beau défi à relever!

NOUVEAUTÉS 2008!

Quatre cliniques auront lieu:

- L'importance du comité famille à toutes les étapes de la politique familiale municipale (PFM)
- La consultation, une étape majeure de la PFM
- Évaluation et suivi d'une PFM: la clé du succès!
- La réalisation d'un plan d'action: 1001 mesures à votre disposition!

Un déjeuner-échange est planifié pour les responsables des questions familiales. ●

12 au 18 mai 2008... 13^e édition

AU FIL DU TEMPS... PARENT ET FIER DE L'ÊTRE!



La Semaine québécoise des familles invite toutes les municipalités du Québec à prendre part à l'événement. Vous avez une politique familiale municipale adoptée ou en marche? Pourquoi ne pas intégrer une participation à la Semaine québécoise des familles dans votre plan d'action? Une section du site Internet a d'ailleurs été créée spécialement pour informer les municipalités désirant s'impliquer. Visitez le www.sqf.qc.ca/publique/municipalites.html et apprenez-en plus sur la SQF! N'oubliez surtout pas d'inscrire votre ou vos activités au www.sqf.qc.ca/publique/pageclef_suite/activite.html.

Voici, ci-dessous, des suggestions d'activités pour la Semaine québécoise des familles (SQF). Elles sont inspirées du répertoire d'activités de la SQF, disponible sur le site Internet www.sqf.qc.ca.

- Activités culturelles familiales: musique, théâtre, contes, arts plastiques, cinéma, photos
- Activités thématiques: conférence, colloque, atelier de discussion et d'échanges en lien avec le thème de la SQF ou enjeux touchant la famille
- Activités sur la connaissance des ressources aux familles: salon, portes ouvertes, kiosque d'information, reportages, entrevues
- Activités «fête familiale»: jeux, maquillage, pique-nique
- Activités sportives en famille: randonnée pédestre, de vélo, badminton, tennis en famille

- Activités de reconnaissance pour action positive envers les familles: prix à des individus, familles, entreprises, organismes de la collectivité
- Activités de développement des habiletés parentales: atelier d'information, de formation sur des sujets liés aux rôles parentaux, sécurité, alimentation, éducation
- Activités à caractère familial en entreprise, en milieu de travail: exposition de photos de familles, visite de l'entreprise avec les enfants
- Activités de participation «grand public»: concours misant sur le thème de la SQF
- Activités familiales intergénérationnelles: accent sur la rencontre de générations

SUGGESTIONS D'ACTIVITÉS EN MILIEU DE TRAVAIL

- Exposition de photos de famille
- Traiter du sujet dans votre journal interne
- Exposition de dessins sur le thème de la famille
- Visite familiale de vos bureaux
- Offrir un petit virevent à tous les employés
- Décorer vos bureaux avec les virevents géants ou la bannière
- Encourager la formation d'un petit comité pour organiser une activité
- Boîte de suggestions pour mieux concilier famille et travail; faire un sondage pour connaître l'opinion et les préoccupations de vos employés à ce sujet
- Témoignage d'employés sur leur façon de concilier le travail et la famille
- Concours interne: le meilleur exemple de conciliation famille-travail de votre milieu
- Conférence de spécialistes
- Courte pièce de théâtre
- Atelier de discussion portant sur le thème annuel ou la famille en général
- Pique-nique familial

CALENDRIER

24, 25 et 26 avril 2008
Centre des congrès de Québec
Assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec (UMQ). www.umq.qc.ca

12 au 18 mai 2008
Semaine québécoise des familles www.sqf.qc.ca

15 mai 2008
Journée internationale des familles. www.journee-mondiale.com

30 mai au 2 juin 2008
Québec • Congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités. www.fcm.ca

1^{er} au 3 juin 2008
30^e Congrès Parents-Secours. www.parentsssecours.ca

7 juin 2008
Fête des Voisins, Réseau québécois de Villes et Villages en santé. www.fetedesvoisins.qc.ca

13 au 15 juin 2008
Rimouski
20^e Colloque du CAMF sur l'action municipale et les familles.
Assemblée générale annuelle CAMF (13 juin)
Remise des Prix Action municipale et famille (14 juin)
www.carrefourmunicipal.qc.ca